

ANNABA

Les sinistrés de la Colonne barrent la route

La dizaine de familles sinistrées de la Colonne, au centre-ville de Annaba, abritées sous des tentes depuis l'effondrement, en mai dernier, de l'immeuble vétuste qu'elles occupaient, ont barré la route reliant les parties ouest et nord de la ville, pour protester contre leurs conditions de logement.

A l'aide de pierres, pneus brûlés et autres objets hétéroclites, elles entendaient rappeler aux responsables locaux leurs promesses, faites lors de la campagne pour l'élection présidentielle d'avril 2009, de les loger dans des conditions dignes des êtres humains.

Ayant déjà vécu un mois de carême des plus difficiles, leur situation s'est encore aggravée par les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers jours sur la région.

Leur fête de l'Aïd, si on peut encore parler de fête dans leur cas, était des plus tristes. Le peu d'effets qu'elles avaient encore sous les tentes a été



Photo : DR

complètement détérioré. «Nous avons patienté près de six mois maintenant, dans des conditions plus que précaires, mais notre calvaire ne veut pas prendre fin. Nos tentatives de prendre contact avec les responsables locaux, afin de leur rappeler leurs promesses, n'ont pu aboutir. L'excuse qui nous a été rapportée par les préposés à l'accueil était que ces commis de l'Etat ne pouvaient recevoir

durant le mois du jeûne !» nous ont déclaré les concernés.

Sur place, nous avons pu constater l'effet dévastateur sur leurs maigres biens, provoqué par les fortes chutes de ces premières pluies automnales.

Leur sinistre et leur détresse n'ont d'égal que ceux de réfugiés chassés de leur pays par une force d'occupation étrangère, alors qu'ils se croyaient libres et bien chez eux

dans leur pays. L'intervention des forces de l'ordre pour rétablir la circulation dans ce quartier populaire de l'antique Hippone a duré en raison de l'attitude conciliatrice affichée par ces derniers, qui ne voulaient apparemment pas en rajouter au malheur de ces sinistrés et provoquer davantage de tension dans cette situation qui ne veut pas prendre fin.

A. Bouacha

BOUIRA

Grève au lycée Hamza et au CEM de Haïzer

Moins d'une semaine après la rentrée scolaire, qui a été cette année moins turbulente, les premiers couacs se font déjà ressentir au niveau de la wilaya de Bouira.

Après la série de départs enregistrés, vers la fin de l'année scolaire écoulée, de plusieurs cadres impliqués dans l'affaire des scandales qui avaient éclaboussé la DE de Bouira et qui ont été mutés sur décision du ministre, tels le DE et le SG, voilà que les enseignants du lycée Hamza apprennent, dès la rentrée scolaire, que leur nouveau proviseur n'est autre que l'ex-SG de la DE qu'on avait présenté en juin dernier comme étant muté vers Boumerdès.

Aussi, dès le premier jour, les enseignants de ce lycée ont refusé de

rejoindre leurs postes en exigeant le départ de ce proviseur. Pendant toute la semaine, toutes les tentatives du DE de faire revenir les enseignants sur leur décision ont été vaines. La même situation prévalait ce mardi, au lendemain de l'Aïd el-Fitr avec la poursuite de la grève et l'exigence du départ du proviseur installé par la DE.

Par ailleurs, du côté de Haïzer, c'est l'économiste qui est l'objet de la colère des travailleurs qui lui reprochent ses mauvais caractères et comportements. Aussi, pour mettre fin à ces agissements, un mouvement de grève soutenu par les enseignants a été déclenché ce mardi, avec un seul mot d'ordre : le départ inconditionnel de l'économiste. Ainsi, si la rentrée scolaire a été marquée par une certaine quiétude par rapport aux années précédentes, l'on peut

dire que si les choses ne sont pas prises en main, la situation risque de s'enliser à tout moment. Et ce n'est sûrement pas le DE, qui a proposé aux enseignants du lycée Hamza, avec lesquels il s'est réuni, de reprendre le travail en mettant en avant l'intérêt de l'élève, qui va nous contredire.

Pour la petite histoire, et d'après certains enseignants du Cnapest, en réponse au DE qui a proposé aux enseignants de reprendre le travail afin de ne pas pénaliser les élèves et de «laisser le proviseur (l'ex-SG, ndlr) faire son travail, uniquement son travail», les enseignants lui conseillèrent alors de le reprendre simplement dans son poste de SG pour «faire son travail, uniquement son travail».

Y. Y.

AÏN-DEFLA

Découverte du cadavre d'une femme dans une décharge sauvage à Bir-Ould-Khelifa

Mardi après-midi, des enfants de passage près d'une décharge à la sortie sud de la commune de Bir-Ould-Khelifa, sur la RN14 qui mène vers Theniet-El-Had, ont fait une découverte macabre.

Le cadavre d'une femme, une partie du moins, apparaissait entre les immondices. Ils ont couru et averti un ancien élu de l'APC qui, à son tour, transmet l'information à la brigade de gendarmerie de la localité qui s'est déplacée immédiatement

sur les lieux. Selon des témoins oculaires, elle était vêtue d'une robe bleue ou du moins ce qu'il en restait.

Le cadavre était décharné en plusieurs endroits, certainement par des chiens errants qui pullulent dans la décharge ou

des animaux sauvages. Depuis combien de temps le cadavre était-il là ? Difficile à déterminer avant les résultats de l'autopsie, tout comme l'âge de la victime et la cause de sa mort. Cette découverte soulève néanmoins de nombreuses questions. Selon l'état de décomposition avancé, la mort remonterait à plusieurs jours, voire plusieurs semaines. A-t-elle été assassinée là et

enfouie sous les ordures ? A-t-elle été tuée ailleurs et son cadavre transporté jusque-là ? Moultes questions auxquelles les enquêteurs auront à répondre. Le cadavre a été déposé à la morgue de l'hôpital de Khemis-Miliana en attendant que le processus d'identification ne soit entamé et ce, après l'autopsie ordonnée par le parquet.

Karim O.

**BRÈVES
DE TLEMCCEN**

La mercuriale se stabilise

Trois jours après le Ramadan, le marché couvert retrouve son calme et les sautes d'humeur commencent à disparaître.

La mercuriale s'est stabilisée mais le prix des viandes rouges annonce la couleur pour l'Aïd-El-Adha.

Il faut signaler aussi que les spéculateurs et les pickpockets ont déserté ce vaste lieu d'activité. Mais ne vous inquiétez pas, tout ce beau monde sera de retour l'année prochaine.

Ces enfants qui mentent...

L'école est-elle vraiment obligatoire ? Si oui, qu'on nous explique la présence à longueur de journée de ces enfants, âgés entre 5 et 10 ans, autour de la grande mosquée en train de mendier.

Ce sont généralement des fillettes en âge de scolarité, livrées par leurs parents à cette misérable besogne. Il y a, certes, une responsabilité parentale, mais l'Etat ne doit-il pas veiller à la protection de l'enfance ? Alors qu'on cesse de nous parler de la journée de l'enfance.

En passant près de la grande mosquée, on a du mal à croire qu'on est dans un pays musulman vu cette détresse humaine.

Les dons Juan de retour

Aux heures de pointe, ne vous avisez pas de passer près du boulevard des 24-Mètres, à la sortie des lycées de jeunes filles (lycée Maliha-Hamidou, Faradj et le Mechouar), les dons Juan font la loi avec leurs mécaniques (voitures, motos...). Le risque d'accident s'est pas à écarter et certains parents d'élèves commencent à s'inquiéter.

Ces énergumènes qui n'ont rien à faire durant toute l'année mènent la vie dure aux étudiantes.

Les «clandos» font la loi

Les clandestins continuent à encercler la cité R'hiba, malgré la pose d'une plaque de stationnement interdit. «Les clandos» travaillent à leur guise, bloquant l'accès à la cité.

Notre bureau régional est le premier à faire les frais de cette situation. C'est pour quand la libération de ce «territoire» occupé ?

M. Zenasni